

Déterminés, malgré les turbulences...

Le GRIP défend depuis plus de 35 ans la vision d'une paix mondiale assurée par le désarmement, la prévention des conflits et, lorsqu'ils surviennent, leur résolution pacifique privilégiant les instruments politiques et diplomatiques.

Contribuer à faire de cette vision idéaliste une réalité nécessite de mieux comprendre et analyser les nombreux éléments de conflictualité récurrents dans le monde.

Le partage des ressources, les disputes territoriales et maritimes, les questions foncières, les changements climatiques, les déplacements de populations et l'immigration massive sont autant d'enjeux qui conduisent souvent à prendre les armes.

Ces conflits sont ensuite alimentés par l'insuffisance des contrôles sur la production et le commerce des armements, leur prolifération, ainsi que par des niveaux de dépenses militaires qui détournent les ressources économiques nécessaires au développement et à la construction de la paix.

Ces questions sont au cœur des recherches et des actions du GRIP. Par ses nombreuses études et conférences, enrichies par des missions d'enquête fréquentes – principalement en Afrique et en Asie du Sud-Est – le GRIP participe à la construction de la paix en apportant un éclairage différent aux citoyens et aux décideurs.

Aujourd'hui, notre action doit s'adapter à un monde qui change, et s'accommoder d'un modèle économique épuisé et tenté par la facilité de solutions sécuritaires de court terme. Austérité oblige, les moyens – et parfois la volonté – pour soutenir les approches fondées sur l'analyse et la réflexion prospective se raréfient, et l'année 2014 s'est terminée sur un bilan financier préoccupant.

Mais cela n'entame en rien notre détermination à aller de l'avant. Fort de votre soutien, de son expertise reconnue et du dynamisme de toute son équipe, le GRIP relèvera chacun des défis qui se présenteront. Les premiers mois de 2015, riches en projets nouveaux et originaux, en sont la meilleure démonstration. À très bientôt donc...

Dr. Luc Mampaey Directeur du GRIP

Conseil d'administration : Francesca Boniotti, Laetitia de Radigues, Pierre Grega (présid.), Michel Liégeois, Guy Vaerman, Xavier Zeebroek Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a – depuis sa fondation en 1979 – acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information.



Depuis la fin de la Guerre froide, la nature des conflits a progressivement évolué, d'inter-étatique à intra-étatique. Leur lecture est devenue encore plus complexe avec la multiplication des acteurs, des dynamiques et des facteurs à l'origine de ces conflits. Dès lors, une vision holistique de la sécurité s'impose. C'est ce que le GRIP se propose de faire en analysant l'interaction des facteurs à l'origine des tensions et en décryptant les facteurs de déclenchement d'un conflit qu'ils soient politiques, sécuritaires, économiques, sociaux ou encore environnementaux. Grâce à son réseau de chercheurs associés et en collaboration avec des organisations de la société civile sub-saharienne, l'équipe «Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique» entend ainsi renforcer la compréhension des dynamiques de conflit en Afrique subsaharienne (Afrique centrale, Afrique équatoriale et Afrique de l'Ouest).

L'Observoire pluriannuel des enjeux sociopolitiques et sécuritaires en Afrique équatoriale et dans les îles du golfe de Guinée

Cet Observatoire, soutenu par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du Ministère de la Défense (France), fournit une expertise

sur les enjeux socio-politiques de l'Afrique centrale et équatoriale en particulier le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Gabon et la Guinée équatoriale.

Après avoir dressé des monographies sur les quatre pays cibles, les recher-

ches se sont concentrées sur différents thèmes: le contexte sécuritaire de l'espace CEMAC-CEEAC, la transition démographique et politique, la géopolitique du pétrole, les stratégies d'émergence des États d'Afrique centrale et équatoriale...



Contribution à l'amélioration de la sécurité humaine, à la prévention des conflits et au renforcement de l'état de droit en Afrique sub-saharienne

Reconnaissant l'importance d'actions dans le domaine de la prévention des conflits et la construction de la paix comme compléments aux activités de coopération au développement classiques, le Ministère de la Coopération et de l'action huma-



nitaire du Grand-Duché de Luxembourg soutient, grâce à une convention de coopération, les activités du GRIP. Cette convention trisannuelle porte sur deux types d'activités complémentaires:

Des analyses destinées à assister les autorités publiques dans leurs connaissances des problématiques étudiées et à informer et sensibiliser les citoyens.



- Monitoring trimestriel: veille sur les éléments clefs de l'actualité en Afrique de l'Ouest par un éclairage des facteurs potentiels de crise
- Notes d'Analyse portant sur différents pays: Burkina Faso, Niger, Mali...
- Etudes thématiques transversales: enjeux socio-politiques, secteur de la sécurité, gouvernance des ressources naturelles, criminalité transfrontalière, groupes armés, etc.
- Des activités de renforcement des capacités de la société civile d'Afrique francophone en matière de lutte contre les trafics illicites, en particulier la prolifération des armes légères : renforcement des capacités d'expertise de chercheurs et de dynamiques associatives, enquêtes de terrain, appui institutionnel.

Soutien à la société civile dans la lutte contre la prolifération des ALPC

Depuis 2002, le GRIP coordonne le «Réseau africain francophone sur les armes légères pour la prévention des conflits et la construction de la paix» (RAFAL). Ce réseau est un instrument d'échange d'information, de recherche, de formation, de publication et de diffusion en vue de renforcer les capacités de la société civile africaine francophone en matière de prolifération des armes légères.

Le RAFAL compte une centaine de membres, répartis en Afrique centrale et en Afrique occidentale. Les membres sont des organisations de la société civile (OSC) luttant contre la prolifération des armes dans une vingtaine de pays d'Afrique francophone.



Plusieurs missions ont été menées en collaboration avec la société civile en 2014, dont notamment deux enquêtes de terrain qui se sont penchées sur la production, la réparation et la détention d'armes à feu artisanales en Côte d'Ivoire et dans deux provinces de la RDC (Bandundu et Maniema).

Stratégies de sécurisation des activités maritimes des États francophones riverains du golfe de Guinée

Le GRIP s'est vu attribuer une étude visant à identifier la nature et le périmètre des contributions que l'Organisation internationale de la Francophonie – Direction de



la Paix, de la Démocratie et des Droits de l'Homme, pourrait apporter aux stratégies de sécurisation des activités maritimes des pays francophones riverains du golfe de Guinée. Après avoir dressé les enjeux, les acteurs et les stratégies déjà mises en œu-

vre ainsi que leur portée, l'étude a permis d'identifier des mécanismes durables qui pourraient être mis en place par les États riverains du golfe de Guinée, dans la perspective d'une approche globale et systémique de la situation tout en tenant compte de la spécificité de l'OIF.



L'ÉQUIPE DE RECHERCHE EN 2014

Chef de projet : Claire Kupper

Chercheurs: Georges Berghezan, Dr. Jean Delors Biyogue Bi Ntougo, Bruno Hellendorff, Michel Luntumbue, Germain-Hervé Mbia Yebega, Estanislas Ngodi, Oswald Padonou, Bérangère Rouppert, Priscilla Sadatchy, Federico Santopinto, Alphonse Tamekamta Zozime, Jean-Jacques Wondo



Aujourd'hui, plus de 875 millions d'armes légères et de petit calibre (ALPC) sont éparpillées aux quatre coins de la planète et leur prolifération incontrôlée continue d'avoir des effets négatifs et déstabilisateurs pour le développement et la sécurité. En Afrique en particulier, on comptabilise quelque 100 millions d'ALPC et celles-ci occupent une place centrale dans le déclenchement ou la perpétuation de conflits armés ou de situations de tension.

De nombreuses initiatives contre la prolifération des armes légères et de leurs munitions ont vu le jour mais l'inadéquation des mesures de contrôle et une mise en œuvre insuffisante favorisent encore trop souvent des détournements vers des utilisateurs non autorisés ou la sphère illicite...

Depuis plus de trente ans, le GRIP développe une expertise internationalement reconnue en la matière. Celle-ci est régulièrement sollicitée dans le cadre des processus internationaux, régionaux et nationaux en vue de restreindre la disponibilité des armes légères et de petit calibre et de mieux contrôler leurs transferts.

Les compagnies aériennes impliquées dans le trafic d'armes sur le continent africain

Cette étude, menée en collaboration avec le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), à la demande de la Direction générale des relations internationales

et de la stratégie (DGRIS) du Ministère de la Défense (France), a eu pour objectif de dresser un état des lieux des compagnies aériennes impliquées dans les trafics d'armes en Afrique.

Sur la base d'études de cas de compagnies identifiées comme impliquées dans des transferts ou des activités problématiques, le GRIP et le SIPRI ont étudié les différentes facettes de ce phénomène complexe, notamment en termes de modes opératoires, de destinations problématiques, de types de compagnies

et intermédiaires impliqués, et d'équipements qui font l'objet de ces transferts.

Évaluation des capacités en matière de lutte contre la prolifération des armes légères en République centrafricaine

Le GRIP a co-écrit avec le Small Arms Survey un rapport d'évaluation des capacités en matière

> de lutte contre la prolifération des armes légères en République centrafricaine.



Ce rapport a été rédigé pour la Fondation suisse de déminage dans le cadre d'un projet plus large soutenu par le Service de l'action anti-mines des Nations unies (UNMAS).

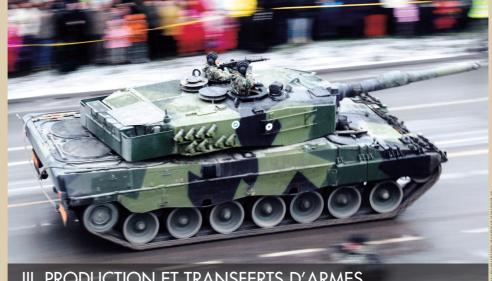
Études sur les armes à feu artisanales en Afrique



Le GRIP a réalisé et publié, dans le courant de 2014, deux études sur les armes à feu artisanales: la première a couvert les districts des Savanes et de Woroba en Côte d'Ivoire et la seconde, effectuée quelques mois plus tard, s'est intéressée aux provinces du Bandundu et du Maniema en République démocratique du Congo. Il ressort de ces études, réalisées principalement grâce à des interviews de producteurs et de détenteurs, que les armes artisanales sont avant tout utilisées pour la chasse,

puis pour des cérémonies traditionnelles. Leur impact sur la sécurité humaine est, dans ces régions, relativement limité.

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE EN 2014



III. PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Estimées à 1 776 milliards de dollars en 2014, les dépenses militaires mondiales ont diminué de 1,7 % au cours des cinq dernières années. Une baisse globale en trompe-l'œil, due uniquement à la diminution importante des dépenses militaires des États-Unis (-18,8 % depuis 2011) et dans une moindre mesure de l'Union européenne (-6,5 %), tandis que toutes les autres régions du monde enregistrent des hausses significatives sur la même période: +23,2 % au Moyen-Orient, +19,4 % sur le continent africain, +17,5 % en Asie du Sud-Est...

Parallèlement, les transferts globaux d'armements conventionnels maintiennent une tendance à la hausse depuis le début des années 2000, tandis que le chiffre d'affaires lié à la production d'armes des 100 principaux producteurs d'armement dans le monde avoisine les 400 milliards de dollars en 2014. En réplique à ces chiffres qui traduisent la militarisation du monde, le GRIP participe activement aux dynamiques de renforcement des mécanismes de contrôle et de responsabilisation du commerce des armes et des dépenses publiques de défense. Le 24 décembre 2014, un événement majeur est venu récompenser ces longs efforts: l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes (TCA), premier instrument international imposant des normes communes aux Etats pour les transferts d'armes conventionnelles.

Cellule de veille sur l'évolution de la production et des transferts d'armes en Belgique, en Europe et dans le monde



Ce projet, soutenu par le gouvernement de la Région wallonne, étudie principalement les thématiques suivantes:

- les réglementations et les politiques belges et européennes relatives au contrôle des armements (production, transferts, courtage, lutte contre les trafics, etc.) et des biens et technologies à double usage;
- les initiatives internationales de contrôle des armements (notamment, le processus des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre, le TCA);

- le contrôle des armes légères et de petit calibre (entre autres, le marquage et le traçage, le contrôle des munitions, la détention par les civils);
- les évolutions technologiques et industrielles dans le secteur de l'armement;
- les données socio-économiques sur la production et le commerce d'armes en Belgique et dans le monde.

En plus de ses nombreuses publications sur ces sujets, le GRIP assure une veille permanente sur l'évolution de la situation sécuritaire dans une vingtaine de pays susceptibles de faire l'objet de transferts d'armes au départ de la Région wallonne. Il maintient également à jour des bases de données sur les transferts d'armes de la Belgique et sur l'industrie belge de l'armement.

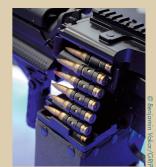
Mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes - Évaluation du dispositif de contrôle des transferts d'armements d'États d'Afrique subsaharienne

Le GRIP a reçu le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du Ministère de la Défense (France), pour mener une étude sur les dispositifs de contrôle des transferts d'armements conventionnels

dans une dizaine de pays d'Afrique francophone subsaharienne ainsi que leur capacités à mettre en œuvre le Traité sur le commerce des armes.

Les pays concernés par cette étude sont les suivants: le Burkina Faso, le Cameroun, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Togo.

Cette étude comportant différentes missions d'enquête s'inscrit dans le cadre des initiatives menées depuis plusieurs années par la France afin d'assister les États africains à mettre en œuvre les engagements auxquels ils feront face en tant qu'États parties au TCA.



Mise en œuvre de la Directive 2009/43/CE sur les transferts intracommunautaires de biens de défense



Le GRIP a mené une étude sur la mise en œuvre de la Directive simplifiant les transferts intra-communautaires de produits liés à la défense pour la DG Entreprise et Industrie de la Commission euro-

péenne. L'étude a eu pour objectif de déterminer et d'analyser les problèmes actuels de mise en œuvre de la Directive et les obstacles rencontrés aujourd'hui par ses principaux bénéficiaires, à savoir les États membres et les entreprises européennes de l'armement.

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE EN 2014

Chef de projet : Cédric Poitevin

Chercheurs: Mélanie De Groof, Fanny Lutz, Dr. Luc Mampaey, Virginie Moreau, Jihan Seniora, Dr. An Vranckx



Basé à Bruxelles, le GRIP bénéficie d'une position privilégiée pour suivre les évolutions de la politique étrangère et de défense de l'Union européenne. L'intégration européenne représente d'ailleurs un idéal auquel le GRIP adhère depuis sa création, en 1979.

Durant l'année 2014, l'axe de recherche «Défense et intégration européenne» s'est concentré essentiellement sur 4 thématiques. La première est relativement nouvelle pour le GRIP et concerne la sécurité maritime. Au cours de l'année 2014, en effet, l'UE a adopté une stratégie dans ce domaine. Le GRIP a suivi les travaux préparatoires de ce document, tout en poursuivant son analyse des enjeux sécuritaires asiatiques, souvent liés aux conflits maritimes. L'objectif de ces recherches est d'examiner le rôle sécuritaire que l'UE pourrait jouer en matière de sécurité maritime notamment en Asie.

Plus classique, la deuxième thématique traitée par le GRIP concerne le **rôle de l'UE en Afrique**, et tout particulièrement au Sahel. Ici aussi, toutefois, une nouvelle sous-thématique a été lancée, concernant le rôle de l'observation et de l'assistance électorales européenne dans des contextes de crise en Afrique sub-saharienne.

Le troisième thème traité par le GRIP en 2014 concerne la **crise ukrainienne**, par rapport à laquelle l'Union européenne a joué un rôle central. Enfin, le GRIP a continué de suivre les politiques belges et européennes menées dans le cadre des exportations d'armes et de l'industrie de l'armement.



Malgré des avancées dans le domaine du contrôle des armements et une réduction substantielle de l'arsenal nucléaire mondial, les programmes de modernisation se poursuivent et le nombre de pays dotés de l'arme nucléaire s'accroit. Accaparée pas les diplomaties anglo-saxonnes et le dogmatisme de la dissuasion française, l'état de la réflexion sur les enjeux du désarmement nucléaire global est révélateur d'un déficit important de la pensée stratégique francophone dans ce domaine.

Par une approche globale et holistique, le programme du GRIP a pour objectif de contribuer au processus de désarmement nucléaire inscrit dans le Traité de non-prolifération (TNP) par le développement et la promotion d'une pensée stratégique alternative afin d'alimenter et d'enrichir la réflexion dans le monde francophone.

La sécurité humaine et les menaces écologiques, le coût des arsenaux nucléaires militaires et de leur modernisation, la déconstruction du discours sur l'utilité de ces armes ont été les principaux thèmes abordés dans les travaux du GRIP publiés en 2014 sur ces questions. Les deux rapports parus ont été consacrés à l'Iran et la question syrienne, et au programme nucéaire iranien.

FONDATION DE FRANCE

En 2014, le GRIP a également traduit l'ouvrage *Five Myths About Nuclear Weapons* de Ward Wilson, maître de conférences et directeur de projet au British American Security Information Council (BASIC). Traduit grâce au soutien financier de la Fondation La

Ferthé, sous l'égide de la Fondation de France, le livre *Armes nucléaires: et si elles ne servaient à rien? – 5 mythes à déconstruire* a été publié début 2015.



Depuis 2012, le GRIP est engagé dans ce programme de recherche qui vise à développer une plateforme de partage des savoirs et produire des analyses innovantes sur l'un des enjeux majeurs de ce siècle: la montée en puissance de l'Asie.

En 2014, l'équipe de recherche du GRIP s'est concentrée sur plusieurs enjeux interconnectés. La question de la sécurité maritime tout d'abord. D'une part, au travers des tensions territoriales en mer de Chine méridionale; d'autre part via la coopération qui se développe entre l'Union européenne – qui a elle-même publié un document stratégique dédié – et l'ASEAN. Les transitions politiques et phénomènes de transformation des forces militaires en Asie ont représenté un autre questionnement majeur. Enfin, le GRIP s'est penché sur les transferts d'armements et développements industriels en matière de défense, prioritairement en Asie du Sud-Est. Cet engagement a permis d'obtenir un premier contrat de recherche fin 2014, sur les pensées stratégiques en Asie du Sud-Est.

Pensées stratégiques en Asie du Sud-Est



Cette étude, soutenue par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du Ministère de la Défense (France), vise à cartographier l'état de la pensée stratégique au sein de quatre pays d'Asie du Sud-Est: l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et le Vietnam.

Elle considère l'environnement institutionnel et idéel dans lequel s'élaborent la recherche et les concepts stratégiques, ainsi que les directions majeures des débats relatifs à plusieurs thématiques : industrie de défense, relations aux grandes puissances, sécurité maritime, terrorisme, réflexion stratégique militaire et sécurité urbaine.

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE EN 2014



Depuis sa fondation, le GRIP est apprécié pour son travail d'éditeur. Nos nombreuses publications comprennent les Livres, les Rapports, les Notes d'Analyse, les Éclairages et les Nouvelles du GRIP, notre lettre d'information trimestrielle. Le GRIP se charge aussi de la traduction et de l'adaptation d'ouvrages. Un travail au long cours qui s'inscrit dans nos objectifs d'éducation permanente. En 2014, nous avons publié un nouveau livre qui décrypte l'obsession sécuritaire de l'État hébreu. Intitulé *Israël entre quatre murs: la politique sécuritaire dans l'impasse*, il a été rédigé par Sébastien Boussois, président du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient et chercheur associé à l'Observatoire du monde arabe de l'UQAM (Québec).

Une belle visibilité grâce à nos stands

Les stands, à l'occasion de conférences, d'universités d'été, de salons... offrent au GRIP la possibilité d'un contact direct avec son public, nos ami(e)s de longue date voire ceux qui nous découvrent. Comme l'année 2014 a été marquée par les commémorations du 20e anniversaire du génocide des Tutsi, notre livre Comment devient-on génocidaire? (Damien Vandermeersch) était logiquement au centre de nombreuses conférences. L'autre ouvrage qui ne semble plus quitter l'actualité (L'homme qui répare les femmes, de Colette Braeckman), a notamment profité des différentes distinctions accordées au docteur Denis Mukwege (docteur honoris causa de l'UCL, prix Sakharov 2014 du Parlement européen) pour attirer les projecteurs. Mais les publications du GRIP ont aussi des rendez-vous désormais habituels comme l'université d'été d'Amnesty, les colloques du Centre de droit international de l'ULB, la Fête du 1er mai... sans oublier les rencontres à l'étranger: le Salon des migrations à Luxembourg ou encore le Salon des solidarités à Paris.

COMPTE DE RÉSULTATS

	2014	2013	2012	2011	2010
PRODUITS	1 173 904	1 203 213	1 385 945	1 436 461	1 186 684
CHIFFRE D'AFFAIRES	490 427	533 253	729 194	760 448	558 704
Contrats	447 598	493 251	681 824	703 164	480 716
Ventes publications	38 426	29 802	42 663	21 567	27 881
Autres	4 403	10 200	4 707	35 717	50 107
AUTRES PRODUITS	682 899	666 429	655 116	675 420	623 597
Subsides	651 807	642 275	613 709	620 680	580 001
Dons	14 919	13 912	34 177	44 578	35 736
Autres	16 173	10 242	7 230	10 162	7 860
PRODUITS FINANCIERS	578	3 531	1 116	592	4 383
PRODUITS EXCEPTIONNELS			519		
CHARGES	1 222 196	1 218 427	1 372 332	1 433 849	1 182 862
COÛT DES PROJETS	88 314	138 712	322 041	312 781	137 628
Collaborateurs	45 573	88 322	117 210	86 516	80 370
Activités	842	4 744	139 202	171 839	11 382
Voyages	17 900	31 449	20 784	18 640	23 272
Publications	13 596	24 104	33 061	23 703	21 999
Déplacements animateurs	7 532	7 390	6 931	5 981	5 351
Variations de stock	2 872	-17 298	4 853	6 102	-4 746
FRAIS GÉNÉRAUX	155 467	142 323	136 170	126 497	126 120
Charges locatives	76 941	70 101	68 368	60 386	56 720
Téléphone et IT	18 598	17 470	16 927	18 929	17 068
Mat. informatique et fournit. bureau	6 505	9 810	8 423	8 253	8 402
Impressions et copies	19 077	18 443	12 114	10 814	15 201
Frais de comptabilité	12 279	6 254	7 083	6 569	3 916
Timbres et frais d'envois	7 808	6 731	7 589	10 292	10 905
Bibliothèque (abonnements et fond)	5 247	6 326	5 904	5 290	5 585
Autres frais généraux	9 013	7 189	9 762	5 964	8 324
FRAIS DE PERSONNELS	958 843	919 280	888 109	925 125	872 634
Rémunérations et charges diverses	900 806	862 173	832 175	870 212	843 524
Prépension (CCE)	41 191	41 191	40 946	40 384	15 179
Secrétariats sociaux	8 574	7 847	7 700	9 048	6 463
Personnel stagiaire	8 271	8 069	7 288	5 482	7 467
AMORTISSEMENTS	7 478	6 601	6 200	17 855	16 090
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	2 907	3 010	8 451	9 774	6 348
CHARGES FINANCIÈRES	8 454	7 750	11 092	21 830	24 042
CHARGES EXCEPTIONNELLES		24	143	19 882	
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	734	727	127	105	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-39 683	-10 244	23 340	43 836	23 481

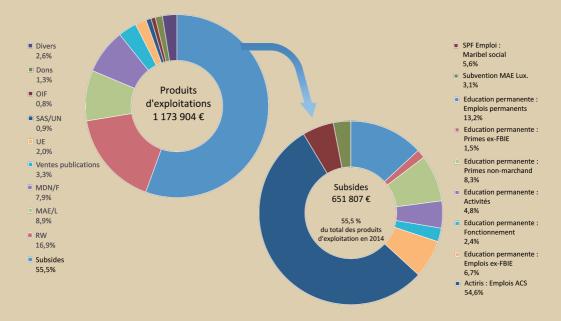
(montants en euros)

BILAN

	2014	2013	2012	2011	2010
ACTIF	291 595	361 415	360 859	395 405	534 064
Immobilisations corporelles	10 633	14 598	14 204	15 339	36 349
Immobilisations financières	25 615	25 460	25 185	25 114	10 554
Stocks	23 278	26 149	8 877	13 704	19 806
Créances à un an au plus	180 325	262 181	214 169	290 593	443 815
Valeurs disponibles	40 836	21 448	90 872	39 420	22 510
Comptes de régularisation	10 908	11 579	7 552	11 235	1 032
PASSIF	291 595	361 415	360 859	395 405	534 064
Réserves disponibles	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Résultat de l'année	-48 292	-15 213	13 613	2 611	3 822
Résultat cumulé	-3 391	11 823	-1 790	-4 402	-8 224
Dettes à plus d'un an	19 955	19 955	20 327	25 122	44 458
Dettes à un an au plus	279 451	302 620	231 888	272 378	417 357
Comptes de régularisation	3 871	2 230	56 821	59 695	36 651

(montants en euros)

ORIGINE DES RESSOURCES







Le GRIP s'engage à communiquer de manière transparente sur ses activités,

sa gestion et l'origine de ses ressources. Nous communiquons sur donorinfo.be



Retrouvez
les rapports
et les comptes
annuels

du GRIP sur notre site.

LE GRIP EN QUELQUES CHIFFRES...

- ▶ 12 chercheurs permanents, basés à Bruxelles
- 25 chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger
- 20 stagiaires durant l'année, provenant d'Europe, d'Afrique et du Canada
- de nombreux voyages et missions en 2014, un peu partout en Europe mais aussi en Colombie, Côte d'Ivoire, Gabon, Indonésie, Mauritanie, Niger, RDC, Taïwan, Tchad, Thaïlande, Vietnam...
- de très nombreuses interviews et recensions dans les médias les plus influents (BBC, Deutsche Welle, RFI, RTBF, Arte, France 24, Le Temps, La Libre, Volkskrant, France culture, Notre Afrik, Jeune Afrique, Libération, Mediapart, Metro...)
- ► 45 stands en 2014 dont plusieurs à l'étranger
- ➤ 76 602 visiteurs sur le site (218 317 pages vues)
- 3 733 abonnés à nos newsletters
- 1 925 abonnés à nos réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Linkedin)
- ▶ 87 publications en 2014 (6 rapports, 65 Notes d'Analyse, 15 éclairages et 1 livre)

COMMUNICATION ET RELATIONS PUBLIQUES

Une présence numérique au quotidien!

Au cours des dernières années, le public du GRIP a sensiblement augmenté et nous sommes de plus en plus sollicités, que ce soit par des journalistes, des institutions, des étudiants ou de simples citoyens.

Le site internet est aujourd'hui notre vitrine principale, où sont consultables gratuitement la plupart de nos travaux mais nous sommes également de plus en plus présents sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Linkedin), qui nous permettent d'informer notre public de nos différentes activités: conférences, séminaires, etc.

Rejoignez-nous sur:

www.grip.org www.facebook.com/GRIP.1979 twitter.com/grip_org

Un centre de documentation spécialisé

Notre centre de documentation spécialisé est ouvert au public, gratuitement et sur rendez-vous.

Principalement en français et en anglais, le fond docu-



mentaire – riche d'environ 14 000 références bibliographiques – peut être consulté depuis notre site internet.



L'ÉQUIPE EN 2014

Alain Reisenfeld (documentaliste) – Chantal Schamp (comptabilité) – Sabine Fiévet, Deyanira Martinez et Denys Detandt (secrétariat)